

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DÉCISIONS DU MAIRE

MARS 2022

DEC_2022_06	DEMANDE DE SUBVENTION À LA D.R.A.C DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE AU TITRE DE « C'EST MON PATRIMOINE ! » ÉDITION 2022
DEC_2022_07	TARIF GRATUIT DANS LE CADRE DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES - SPECTACLE INCANDESCENCES 08 MARS 2022
DEC_2022_08	LOUAGE DE CHOSES – AROEVEN – DU 13/04/2022 AU 31/12/2022
DEC_2022_09	ACTION EN JUSTICE

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,

Considérant l'appel à projet « C'est mon patrimoine ! » porté par le Ministère de la Culture,
Considérant l'engagement de la Ville de Chenôve au titre de l'éducation artistique et culturelle.

DÉCIDE

Article unique :

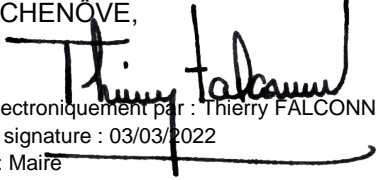
Une demande de subvention de 7 000 € est sollicitée à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté au titre du dispositif « C'est mon patrimoine ! », édition 2022.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,




Signé électroniquement par : Thierry FALCONNET
Date de signature : 03/03/2022
Qualité : Maire

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,
Vu la délibération n° DEL_2021_008 du 1^{er} février 2021 « Saison culturelle – Mise à jour des conditions générales de vente des billets de la saison culturelle et des conditions générales de vente en ligne ».

Considérant que chaque 8 mars, la ville de Chenôve s'engage pleinement dans le cadre de la journée internationale du droit des femmes,
Considérant l'accueil du spectacle Incandescences au Cèdre le 8 mars à 20h00,
Considérant le souhait de la municipalité de mettre à l'honneur les femmes agents de la collectivité dans le cadre des célébrations du 8 mars.

DÉCIDE

Article unique :

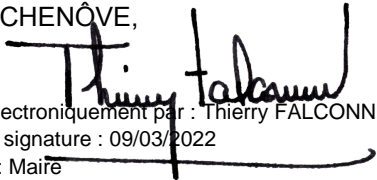
D'accorder la gratuité aux agents de la communes, titulaires et contractuels, à la représentation du 8 mars 2022.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,




Signé électroniquement par : Thierry FALCONNET
Date de signature : 09/03/2022
Qualité : Maire

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020,

Considérant que la commune consent une occupation précaire des locaux sis 119 rue de Marsannay à Chenôve (21300),
Considérant qu'il relève notamment de la compétence du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil municipal, de décider du louage de choses.

DÉCIDE

Article 1 :

D'autoriser l'association AROEVEN à occuper le bien ci-dessus désigné, pour la période allant du 13 avril 2022 au 31 décembre 2022.

Article 2 :

De fixer le montant de la redevance mensuelle à 415 €.

Article 3 :

Une convention entre la ville de Chenôve et l'association AROEVEN, signée le 7 mars 2022, constate cette mise à disposition.

Article 4 :

Monsieur le Maire et le service de gestion comptable de Dijon métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

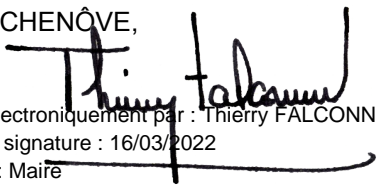
La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.



Fait à CHENÔVE,


Signé électroniquement par : Thierry FALCONNET
Date de signature : 16/03/2022
Qualité : Maire

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX

Entre

La Ville de Chenôve

2 place Pierre Meunier
21300 CHENÔVE

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020.

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Ci-après dénommée **La Ville de Chenôve**,

Et

L'association AROÉVEN

119, rue de Marsannay
21300 CHENÔVE

Représentée par Monsieur Michel FALLET, agissant en qualité de Président.

N° S.I.R.E.T. : 778 208 033 000 51

Ci-après dénommé **L'association**,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Conformément aux termes de la convention de location des locaux sis 119 rue de Marsannay à Chenôve signée le 26 février 2016, la Ville de Chenôve a informé par LRAR distribuée le 11 octobre 2021 l'AROÉVEN de la fin de mise à disposition des locaux à la date du 13 avril 2022.

Par courrier en date du 28 janvier 2022, l'AROÉVEN a informé M. le Maire de leurs recherches et de leurs difficultés à trouver un nouveau local d'ici le 13 avril prochain. En conséquence, l'association sollicite la possibilité de bénéficier d'une mise à disposition de ces locaux, à titre précaire, pour quelques mois supplémentaires.

La présente convention a donc pour objet de fixer les conditions de mise à disposition des locaux susmentionnés à compter du 13 avril 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022 au plus tard.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Mise à disposition des locaux

La Ville de Chenôte met à disposition de **l'association** une partie du local sis 119 rue de Marsannay à Chenôte. Le preneur disposera des bureaux 2-3-4-5, pour une surface de 56,61 m², conformément au plan joint en annexe de la présente convention.

Article 2 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

L'association utilisera le bien conformément à la destination dudit bien et aux activités de l'association telles qu'elles ressortent de son objet.

L'association répond de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit du fait d'un tiers.

L'association supporte toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite des dégradations résultant de son fait ou de celui d'un tiers.

L'association s'engage à respecter la tranquillité et la sécurité de son voisinage.

La Ville de Chenôte est tenue de livrer un local en état d'usage.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 8 mois et 18 jours, du 13 avril 2022 au 31 décembre 2022.

Article 4 : Conditions financières et frais de structure

Le local susvisé est mis à disposition de **l'association** moyennant le paiement d'un loyer mensuel forfaitaire de 415 € (quatre cent quinze euros), incluant l'ensemble des charges (électricité, eau, ...).

L'association recevra un titre trimestriel appelé « *Avis des sommes à payer* ». Tous les paiements sont à effectuer au service de gestion comptable de Dijon métropole, chargé du recouvrement.

L'association prend à sa charge le nettoyage des locaux ainsi que les frais de fonctionnement inhérents à son activité.

Article 5 : Charte municipale des valeurs de la République et de la Laïcité

La Ville de Chenôte a adopté, lors du Conseil municipal du 14 décembre 2020, l'instauration d'une charte des valeurs de la République et de la laïcité pour préserver et défendre les valeurs inscrites dans les textes fondateurs de la République sur son territoire. Pour rappel, la Laïcité repose sur trois principes, que sont la liberté de conscience et de culte, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.

Cette charte municipale est l'expression d'un engagement partagé et concerne tous les agents municipaux, les élus municipaux, les usagers (personnes physiques et/ou personnes morales) ainsi que les associations et les partenaires.

L'association s'engage à signer la charte, en annexe de la présente convention, et ainsi à en respecter les principes.

Article 6 : Assurances – Conditions d'occupation

L'association s'engage à tenir le local en bon état, à souscrire toutes assurances pour ses membres et toute personne présente dans les locaux, concernant les risques encourus en sa qualité d'occupant ainsi qu'en sa qualité d'entité organisatrice. **L'association** produira, dès la signature de la présente convention, à **la Ville de Chenôve** les attestations correspondantes, sans que cette dernière ait besoin d'en faire la demande. Le contrat d'assurance souscrit par **l'association** est global et porte notamment sur les garanties suivantes : responsabilité civile suite à dommages corporels et matériels, dommages aux biens, défense et recours, indemnités des dommages corporels, manifestations spécifiques.

La Ville de Chenôve déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les responsabilités pouvant lui incomber en sa qualité de propriétaire non occupant.

Article 7 : État des lieux

Les parties conviennent de se dispenser d'un état des lieux, **l'association** déclarant connaître et avoir visité le local qui accueille l'activité.

Un état des lieux de sortie devra être établi au terme de la présente convention. **L'association** s'engage à rendre à **la Ville de Chenôve** l'ensemble des clés qui lui ont été remis.

Article 8 : Résiliation – Fin anticipée de la convention

Si l'une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée sans effet.

En cas d'accord amiable, les parties peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Toute résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de nécessité absolue, et pour motifs d'intérêt général, **la Ville de Chenôve** pourra être contrainte à mettre fin à la présente convention. Pour autant, aucune indemnité ne sera demandée par **l'association** et **la Ville de Chenôve** ne sera aucunement tenue de trouver un nouveau local à **l'association**.

Article 9 : Règlement des litiges

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve, le 07/03/2022
En deux exemplaires originaux

Pour la Ville de Chenôve
Le Maire,



Monsieur Thierry FALCONNET

Pour l'association AROÉVEN
Le Président,

A.R.O.E.V.E.N. -
119 rue de Marsannay
21300 Chenôve
Tél : 03.80.67.33 43
aroeven.dijon@aroeven.fr
www.aroeven-bourgogne.fr



Monsieur Michel FALLET

CHARTRE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ DE LA VILLE DE CHENÔVE

EXTRAIT DES TEXTES FONDATEURS

Articles 4 et 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

Article 4

« La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi. »

Article 10

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. »

Extrait du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

« 3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. »

Extrait de l'article 1 de la Constitution du 4 octobre 1958

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances (...). »

Articles 1 et 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État

Article 1

« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. »

Article 2

« La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. »

PRÉAMBULE

Institution publique de proximité, la Ville de Chenôve s'engage à préserver et à défendre, sur le territoire communal, les valeurs inscrites dans les textes fondateurs de la République précédemment cités que sont la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et la Constitution du 4 octobre 1958, ainsi que le principe de laïcité garanti par la loi du 9 décembre 1905.

Cette Charte des valeurs de la République et de la Laïcité est l'expression de l'engagement de la ville de Chenôve et concerne tous ses agents, ses élus, ses usagers, les organismes et organisations ayant reçu délégation de service public ainsi que les partenaires dont elle soutient financièrement l'action. Cet engagement prend particulièrement sens dans un contexte où la République subit des provocations et/ou des atteintes régulières dont le but serait de remettre en cause les valeurs qui la fondent.

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle, ou de religion. Elle garantit des droits égaux aux femmes et aux hommes.

Dans ce cadre, la Laïcité repose sur trois principes :

- la Liberté de conscience et de culte
- la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses et cultuelles
- l'Égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs « non croyances », quelles que soient leurs convictions.

Les valeurs de la République permettent l'exercice de la citoyenneté. Elles impliquent le rejet de toute violence, le rejet de toute discrimination et garantissent l'Égalité des femmes et des hommes. Elles reposent également sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre. Les respecter impose qu'aucun principe religieux ne leur est supérieur.

Nul ne peut se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour ne pas appliquer les principes et valeurs de la République. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public. La liberté de culte ou de conviction rencontre nécessairement les limites liées au respect du pluralisme religieux et à la liberté de ne pas croire, à la protection des droits et des libertés d'autrui, au maintien de l'ordre public, de la paix civile et du vivre ensemble.

Si la loi impose l'exercice du principe de neutralité aux services publics, les usagers du service public comme les acteurs privés ne doivent pas entraver la Liberté et le libre-arbitre d'autrui, dans le souci de l'intérêt général.

La Ville de Chenôve décide de promouvoir et de faire respecter ces principes dans tous les champs de son intervention, en garantissant à toutes et tous la liberté d'adhésion et d'accès aux services. La Ville s'engage dans la lutte contre les discriminations, elle exprime fortement et sans ambiguïté son refus des incivilités, des provocations, des violences et des incitations à la haine.

LES AGENTS ET LES DÉLÉGATAIRES DES SERVICES PUBLICS

Article 1^{er}

Le devoir de stricte neutralité s'impose à tout service public quelle que soit la nature de sa relation avec un administré ou un usager, et quel que soit le domaine d'activité. Il en résulte un devoir de stricte neutralité pour les agents de la Ville de Chenôve. Ils doivent adopter un comportement impartial vis-à-vis de leurs collègues ainsi que de toutes les personnes et organismes avec lesquels ils sont en contact et respecter la Liberté de conscience de leurs interlocuteurs. Ce devoir s'applique également à tout organisme et/ou toute personne morale ayant reçu une délégation de service public de la Ville de Chenôve.

Article 2

La Liberté de conscience est garantie aux agents publics. Cependant, la manifestation de leurs convictions dans l'exercice de leurs fonctions constitue un manquement au devoir de neutralité.

Article 3

Il appartient aux personnels d'encadrement de faire respecter l'application du principe de laïcité et à tout agent public de transmettre aux usagers le sens et la valeur des principes fondamentaux de la République.

LES PARTENAIRES DE LA VILLE DE CHENÔVE

Article 4

Toutes les personnes morales publiques ou privées soutenues de quelque manière (financière ou matérielle) par la Ville de Chenôve et/ou ayant reçu une délégation de la municipalité respectent et font respecter les principes et valeurs de la République. Les organismes appartenant au mouvement d'éducation populaire et de jeunesse, au mouvement sportif, au monde de la culture, au secteur de la solidarité et de l'humanitaire et/ou au monde combattant s'engagent particulièrement à transmettre ces valeurs au travers de leurs œuvres éducatives, de l'action associative ainsi que dans le sport. À ce titre, ils contribuent à l'égal traitement de tous, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle, ou de religion et luttent contre toutes les formes de discriminations. Ils s'engagent à faire respecter l'Égalité entre les femmes et les hommes, refusent toutes les formes de sexisme et de violences faites aux mineur.e.s ou majeur.e.s, et toutes les formes de harcèlement, le port imposé de tenues vestimentaires à caractère religieux, le refus de contact ou de relation hiérarchique avec des femmes ou des hommes. Ils veillent à l'intégrité morale et physique des jeunes et notamment des mineur.e.s (maltraitance psychologique ou physique, violence à caractère sexuel, mise sous emprise psychologique). Ils protègent leurs adhérents, salariés, bénévoles et usagers contre tout prosélytisme qui constituerait des formes de pressions et les empêcherait d'exercer leur libre arbitre et de faire leurs propres choix.

Ils n'acceptent pas que des individus puissent se prévaloir de leur appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux lois de la République. Ils ne tolèrent ni les violences ni les incivilités ou tout autre comportement signifiant le rejet et la haine de l'autre, en particulier sur les terrains de sport et dans les tribunes des stades.

L'adoption et le respect des principes précédemment cités constituent une conditionnalité à tout octroi d'aides, de soutien financier ou matériel consenti par la Ville de Chenôve, ainsi qu'à toute conclusion de contrat de délégation de service public municipal. Ils constituent aussi un motif de refus et/ou de suspension d'aides, de soutien financier ou matériel de la Ville, ainsi que la suspension de tout contrat de délégation de service public municipal.

Dans ce cadre, l'adoption et le respect des principes précédemment cités seront intégrés dans toutes les futures conventions d'objectifs et de moyens signées entre la Ville de Chenôve et ses partenaires ainsi que dans tout futur contrat de délégation de service public conclu entre la Ville et tout délégataire potentiel.

LES CITOYENS ET HABITANTS DE CHENÔVE

Article 5

La Liberté de conscience s'applique aux administrés et usagers des bâtiments, des équipements et services publics municipaux. Le droit des usagers d'exprimer leurs convictions religieuses, syndicales, politiques, philosophiques s'exerce dans la limite du bon fonctionnement et de la neutralité du service public, du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions ainsi que des impératifs d'ordre public, de sécurité et d'hygiène.

Article 6

À l'intérieur des lieux dédiés aux services publics municipaux, les usagers des dits services doivent s'abstenir d'actes de prosélytisme, religieux ou autres, à l'égard des autres usagers ou des agents du service public de nature à porter atteinte à la neutralité du service, ainsi que tout comportement de nature à risquer de porter atteinte aux règles d'hygiène, de sécurité ou à troubler l'ordre public.

Article 7

Les usagers des services publics municipaux ne peuvent se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour ne pas appliquer les principes et valeurs de la République, et ainsi, porter atteinte à la cohésion sociale de la Ville. Pour les mêmes motifs, ils ne peuvent également récuser un agent public municipal ou d'autres usagers du même service public, ni exiger une adaptation du fonctionnement du service public ou d'un équipement public.

A.R.O.E.V.E.N. - Digitalisateur

119 rue de Marsannay

21300 Chenôve

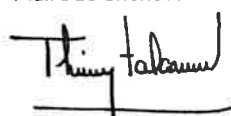
Tél : 03.80.67.33.43

aroeven.dijon@aroeven.fr

www.aroeven-bourgogne.fr

Thierry FALCONNET

Maire de Chenôve



DÉCISION DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,
Vu l'appel de la décision du juge judiciaire - Sociétés PASSION AUTOMOBILES MOTORS (KIA) ESPACE PREMIUM HONDA / ESPACE PREMIUM SPORT PORSCHE

Considérant qu'y a lieu de faire valoir les droits de la commune en défense.

DÉCIDE

Article 1 :

De défendre les intérêts de la commune dans le cadre de la procédure visée ci-dessus.

Article 2 :

De désigner, pour représenter la commune dans ce contentieux :

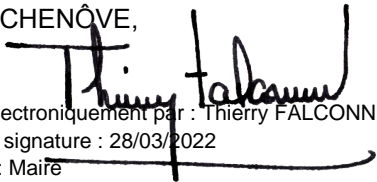
- Maître Béatrice ARNOULD, Avocate au barreau de Lyon, ayant son cabinet 163 rue Duguesclin 69006 LYON,
- Maître CHAGUÉ-GERBAY, Avocate au barreau de Dijon, ayant son cabinet 4 boulevard Georges Clemenceau, 21000 DIJON.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,




Signé électroniquement par : Thierry FALCONNET
Date de signature : 28/03/2022
Qualité : Maire